

Burundi : le parti au pouvoir, "indigné", s'en prend violemment à l'UE et l'UA

@rib News, 28/10/2015 – Source AFP Le CNDD-FDD, parti au pouvoir au Burundi, "indigné" par les menaces de sanctions qui pèsent désormais sur le pouvoir burundais, s'en est pris violemment mercredi à l'Union européenne (UE) et à l'Union africaine (UA), qui chercheraient "à détruire le pays" selon lui. L'ex-rébellion au pouvoir au Burundi s'est également attaquée à la Belgique, soupçonnée de visées "néocolonialistes", et au Rwanda voisin, accusé d'abriter des camps de terroristes" qui veulent attaquer le Burundi, dans un communiqué signé par le président du CNDD-FDD et rendu public mercredi.

"Le Burundi se trouve dans une tourmente politico-diplomatique où il subit une pression sans merci", en vue de "forcer son peuple à renoncer à la souveraineté qu'il vient de réaffirmer" lors des élections générales de 2015, estime Pascal Nyabenda. Il accuse le Conseil de paix et de sécurité de l'UA (CPS) d'avoir cherché à "renier" au peuple burundais sa souveraineté en voulant le forcer à "aller dialoguer avec des putschistes à Kampala". Le CPS a menacé le Burundi de sanctions le 17 octobre et appelé à l'organisation d'un dialogue inclusif à Kampala ou Addis-Abeba. L'UE, premier bailleur du Burundi, vient de son côté d'appeler Bujumbura à l'ouverture d'un dialogue qui, s'il ne débouche sur rien, pourrait conduire à la suspension de son aide. M. Nyabenda, également président de l'Assemblée nationale du Burundi, "s'indigne également de la démarche de Federica Mogherini (la chef de la diplomatie européenne, ndr)", accusée d'avoir "détourné" l'aide destinée au gouvernement burundais vers les "réfugiés burundais se trouvant au Rwanda et ailleurs". L'UE a ainsi décidé de "créer un autre gouvernement burundais en dehors des frontières du pays, qu'elle appuie de toutes ses forces sur le dos du gouvernement légitime", accuse-t-il. "Le dialogue que ces forces destructrices veulent transporter à Kampala, en Ouganda, n'est autre chose" que la négation "du droit du peuple burundais à choisir librement ses institutions", poursuit M. Nyabenda. La volonté acharnée du président Pierre Nkurunziza - au pouvoir depuis 2005 et réélu en juillet dernier - de conquérir un troisième mandat, malgré les critiques de l'opposition, de la société civile, de l'Eglise catholique et de la communauté internationale, a plongé son petit pays d'Afrique des Grands lacs dans une grave crise politique, marquée de violences meurtrières.